



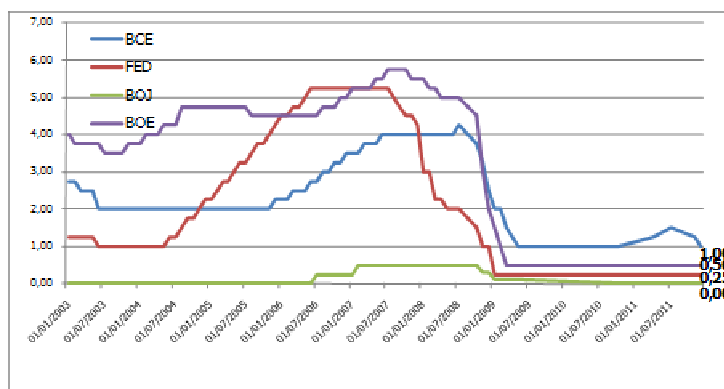
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE et la Fed maintiennent le statu quo monétaire

Lors de sa réunion du 6 juin 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser son taux directeur inchangé (à 1 %). Il a par ailleurs décidé de continuer à conduire ses opérations principales de refinancement sous la forme d'appels d'offres à taux fixe, la totalité des soumissions étant servie, « aussi longtemps que nécessaire et au moins jusqu'au 15 janvier 2013 ».

M. Draghi, Président de la BCE, a souligné lors de sa conférence de presse que « la croissance économique reste faible dans la zone euro, dans un contexte de renforcement de l'incertitude qui pèse sur la confiance et le climat, entraînant une accentuation des risques à la baisse sur les perspectives économiques ».



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois et du taux de chômage en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 888 800 fin avril 2012, soit une hausse de 0,1 % sur un mois en données CVS-CJO (+4 300 personnes). Sur un an, il croît de 7,5 % (+7,7 % pour les hommes et +7,3 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 15,6 %. Selon les données publiées par l'INSEE, le taux de chômage s'établit à 9,6 % de la population active métropolitaine au premier trimestre 2012, en hausse de 0,3 point par rapport au quatrième trimestre 2011. En incluant les DOM, il s'établit à 10 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières, est de 11 % en avril 2012, stable par rapport à mars. Il était de 9,9 % en avril 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,3 % en avril 2012. Il était de 9,5 % en avril 2011.

Inflation

Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,1 % sur un mois en avril 2012 ; sur un an, il croît de 2 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,4 % en glissement annuel.

Baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,4 % en mai 2012, en baisse de 0,2 point par rapport à avril.

PIB

Stabilité du PIB en France et dans la zone euro au premier trimestre 2012

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume est stable au premier trimestre 2012 après une progression de 0,1 % au quatrième trimestre 2011.

Selon les estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 sont restés stables par rapport au trimestre précédent à respectivement -0,1 % et +0,1 %.

Actualité bancaire

Réforme des fonds propres réglementaires

Le 15 mai 2012, les ministres européens des finances sont parvenus à un accord sur la réforme des fonds propres réglementaires bancaires sur la base du compromis qu'ils avaient trouvé lors de l'Ecofin extraordinaire du 2 mai 2012. Cet accord permettra le démarrage des négociations avec le Parlement européen. Les nouveaux textes portent sur la proposition de directive (CRD 4) régissant l'accès à l'activité d'établissement de crédit ainsi que le règlement définissant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement. Ils visent à remplacer et modifier la législation européenne actuellement en vigueur en introduisant les termes de l'accord de Bâle 3.

Banques et gouvernance

Lors de la présentation devant le Parlement européen du premier rapport d'activité du Comité européen du risque systémique (CERS), Mario Draghi, en sa qualité de Président du Comité, a souligné la nécessité d'un système de résolution des crises bancaires et soutenu l'idée d'une union bancaire dans la zone euro.

Paradis fiscaux et financiers

Partant du constat que les activités des paradis fiscaux et financiers (en matière de blanchiment d'argent, de fraude fiscale ou de corruption) engendrent des perturbations sur le fonctionnement du marché intérieur de l'Union européenne, le Comité économique et social européen a adopté lors de sa session plénière du 24 mai 2012 un avis exigeant des contrôles plus sévères et une meilleure coordination pour lutter contre ces agissements.

Réforme du crédit à la consommation

Le décret n° 2012-609 du 30 avril 2012 relatif à l'information de l'emprunteur lors de la conclusion d'opérations de regroupements de crédits, pris pour l'application de l'article 22 de la loi n° 2010-737 du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation, a été publié au JORF du 3 mai 2012.

Publications IEOM

Observatoire des tarifs bancaires

1 - Le rapport d'activité 2011 de l'Observatoire des tarifs bancaires ;

2 - Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers dans les COM du Pacifique, avril 2012.

Ces deux documents sont disponibles et téléchargeables sur notre site internet (www.ieom.fr)

Autres publications

1 - Banque de France

La Banque de France vient de publier le n°4 de sa collection « documents et débats » consacré à la crise de la dette souveraine. Ce document est disponible en téléchargement sur :

[http:// www.banque-france.fr/publications/documents-economiques/documents-et-debats/documents-et-debats-n-4.html](http://www.banque-france.fr/publications/documents-economiques/documents-et-debats/documents-et-debats-n-4.html)

2 - Autorité de contrôle prudentiel (ACP)

Le rapport d'activité 2011 est disponible en téléchargement sur :

<http://www.acp.banque-france.fr/publications/rapports-annuels/rapport-dactivite-2011.html>

3 - ACP-AMF

Le rapport d'activité du Pôle Assurance Banque Epargne de l'ACP et de l'Autorité des marchés financiers (AMF) est disponible en téléchargement sur :

<http://www.acp.banque-france.fr/publications/rapports-annuels/rapport-dactivite-2011-du-pole-assurance-banque-epargne.html>

4 - Conseil économique social et environnemental

Le rapport « Pour un renforcement de la coopération régionale des Outre-mer » présenté par Rémy-Louis Budoc est disponible en téléchargement sur :

http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2012/2012_09_cooperation_om.pdf

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 23 mai 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1%. Au premier trimestre 2012, le PIB du Japon a augmenté de 1 %. En avril 2012, la production industrielle du Japon a augmenté de 0,2 % sur un mois et de 13,4 % sur un an, les prix à la consommation hors alimentation ont augmenté de 0,2 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en hausse de 2,6 % sur un an. Le taux de chômage est estimé à 4,6 %, en hausse de 0,1 point par rapport à mars. En avril 2012, les exportations ont progressé de 7,9 % sur un an et les importations de 8 %. Le déficit commercial s'est élevé à 5,2 milliards d'euros.

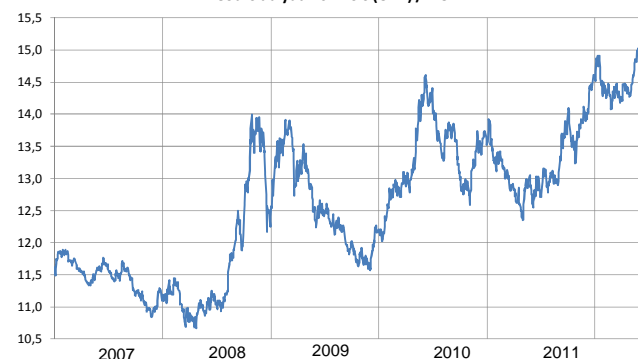
Cours du yen japonais (JPY) / F CFP



La Banque centrale de Chine abaisse ses différents taux

La Banque centrale de Chine a abaissé de 50 points de base le ratio de réserves obligatoires des banques le 18 mai 2012 et, de 25 points de base ses taux directeurs le 8 juin 2012, soit 6,31 % pour les prêts à plus d'un an et 3,25 % pour les dépôts à plus d'un an. En avril 2012, la production industrielle a augmenté de 9,3 % en glissement annuel. L'indice des prix à la consommation augmente de 3,4 % sur un an. En avril 2012, les exportations sont en hausse de 4,9 % sur un an et les importations de 0,3 %. L'excédent commercial a atteint 18,4 milliards de dollars.

Cours du yuan chinois (CNY) / F CFP



Nouvelle baisse du taux directeur australien

Le Produit Intérieur Brut (PIB) australien a progressé de 1,3 % au premier trimestre 2012, après une hausse de 0,6 % au trimestre précédent. Cette croissance est portée par les dépenses de consommation des ménages (+1,4 %) et l'investissement (+2,9 %), tandis que les exportations ont diminué de 4,3 %. La Reserve Bank of Australia (RBA) a décidé, le 5 juin, d'abaisser son taux directeur de 25 points de base à 3,50 %, après une baisse de 50 points le mois précédent. Le Conseil de la RBA a estimé en effet qu'une détente de la politique monétaire était souhaitable, en raison d'une croissance intérieure modeste, d'un environnement international fragile et d'un taux d'inflation contenu autour de 2 %.

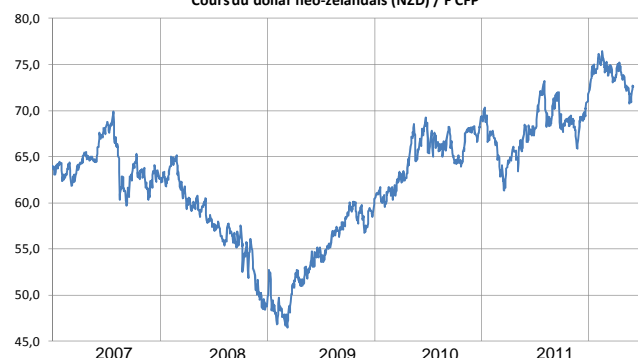
Cours du dollar australien (AUD) / F CFP



Dégradation des termes de l'échange en Nouvelle-Zélande

En Nouvelle-Zélande, les termes de l'échange se sont contractés pour le 3^e trimestre consécutif (-2,3 % au 1^{er} trimestre 2012). Cette évolution s'explique par une baisse de 3,8 % du prix des exportations, liée principalement à l'appréciation du dollar néo-zélandais au cours du trimestre (+8,6 %). Ainsi, les exportations de produits laitiers, de viande et de bois ont chuté respectivement de 5,6 %, 3,6 % et 4,2 %. La Reserve Bank a laissé, le 26 avril, son taux directeur inchangé à 2,50 %, en raison du niveau d'activité économique et d'une inflation modérée.

Cours du dollar neo-zélandais (NZD) / F CFP



3 – Brèves économiques locales

Feu vert du Conseil de Surveillance de l'IEOM pour le lancement de la nouvelle gamme de billets en F CFP

Après une phase de concertation auprès des autorités de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie-française et de Wallis-et-Futuna, le Conseil de Surveillance de l'IEOM a pris, le 31 mai, 3 décisions concernant la nouvelle gamme de billets en F CFP :

- Renouvellement de la gamme actuelle des billets de 500 F CFP, 1 000 F CFP, 5 000 F CFP et 10 000 F CFP, à partir des maquettes qui ont reçu l'approbation préalable des 3 collectivités consultées ;
- Création d'un billet de 20 000 F CFP ;
- Fixation du calendrier de mise en circulation de la nouvelle gamme de billets lors du Conseil de surveillance de la fin de l'année 2012.

Finalisation des accords économiques et sociaux

La Commission spéciale auprès du Congrès pour l'élaboration et le suivi d'accords économiques et sociaux, dite Commission « vie chère », a acté le 31 mai le projet de document prévoyant un certain nombre de mesures et de réformes économiques destinées à faire baisser le coût de la vie en Nouvelle-Calédonie. L'accord aborde 5 thématiques retenues dans le préambule adopté le 12 octobre 2011 : modernisation et contrôle de l'économie, fiscalité, logement, tarification des services essentiels, salaires, revenus et protection sociale. La finalisation et la signature du document sont attendues le 12 juin.

Fonds de lutte contre la fracture numérique

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a lancé, en avril, un appel à projets concernant la réduction des inégalités dans l'accès au numérique. Les structures éligibles (collectivités, établissements d'enseignement ou de formation, organisations publiques...), qui constatent un retard d'appropriation du numérique, pourront bénéficier d'une aide plafonnée à 5 millions de F CFP pour l'investissement et 2 millions pour le fonctionnement. L'enveloppe prévue par le dispositif s'élève à 70 millions de F CFP pour l'exercice 2012.

Relance du logement social en Province Sud

La délibération 34-1998/APS portant réglementation des aides à l'habitat social en Province Sud, vient d'être modifiée par l'assemblée de la Province Sud. Depuis novembre 2011, les investisseurs privés peuvent désormais être habilités, en plus des opérateurs institutionnels, à répondre aux appels d'offres concernant le logement social. Depuis le 24 avril, ces opérateurs privés peuvent aussi être agréés pour bénéficier des aides financières prévues par la LODEOM. Ces mesures ont pour objectif d'accélérer la construction de logements intermédiaires et de faciliter l'accession à la propriété en Province Sud.

Autorisation d'exploitation de la centrale électrique de Vavouto

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a autorisé le 29 mai la Société Koniambo Nickel SAS (KNS) à mettre en service une centrale électrique d'une puissance nette maximale de 324 mégawatts sur le site de Vavouto. La centrale, fonctionnant au charbon, aura pour mission principale d'alimenter en énergie le site industriel métallurgique. Elle sera néanmoins connectée au réseau de distribution publique et pourra ainsi contribuer à l'alimentation électrique de la zone VKP.

Revalorisations salariales

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a validé les 15 et 22 mai les revalorisations indiciaires négociées par les partenaires sociaux pour les branches professionnelles suivantes : « établissements privés hospitaliers » (+0,67 %), « industries » (+1,89 %), « transports routiers » (+1,55 %) et « hôtels, bars, cafés et autres établissements similaires » (+3,81 %).

Retrait définitif d'Air Austral en Nouvelle-Calédonie

La compagnie Air Austral a décidé, en mai, d'interrompre définitivement, à compter d'octobre 2012, sa liaison La Réunion – Nouvelle-Calédonie via Sydney, après les annonces successives de suspension (décembre 2011) puis de maintien de ses activités (février 2012) en Nouvelle-Calédonie. Cette dernière décision du conseil de surveillance fait partie des récentes mesures de restructuration de la compagnie réunionnaise, qui accuse une perte de 48 millions d'euros pour l'exercice 2011 – 2012.

Rapport d'activité 2011 de l'ADIE

L'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) de Nouvelle-Calédonie vient de publier son rapport d'activité 2011 pour son agence de Nouvelle-Calédonie et l'antenne de Wallis-et-Futuna. En 2011, l'ADIE a accordé 614 microcrédits et 172 prêts d'honneur. Son taux de remboursement s'élève à 94,8 %. Depuis sa création en 1999, l'ADIE Nouvelle-Calédonie a octroyé 4 427 microcrédits et financé ainsi 3 350 micro-entreprises.

Publication

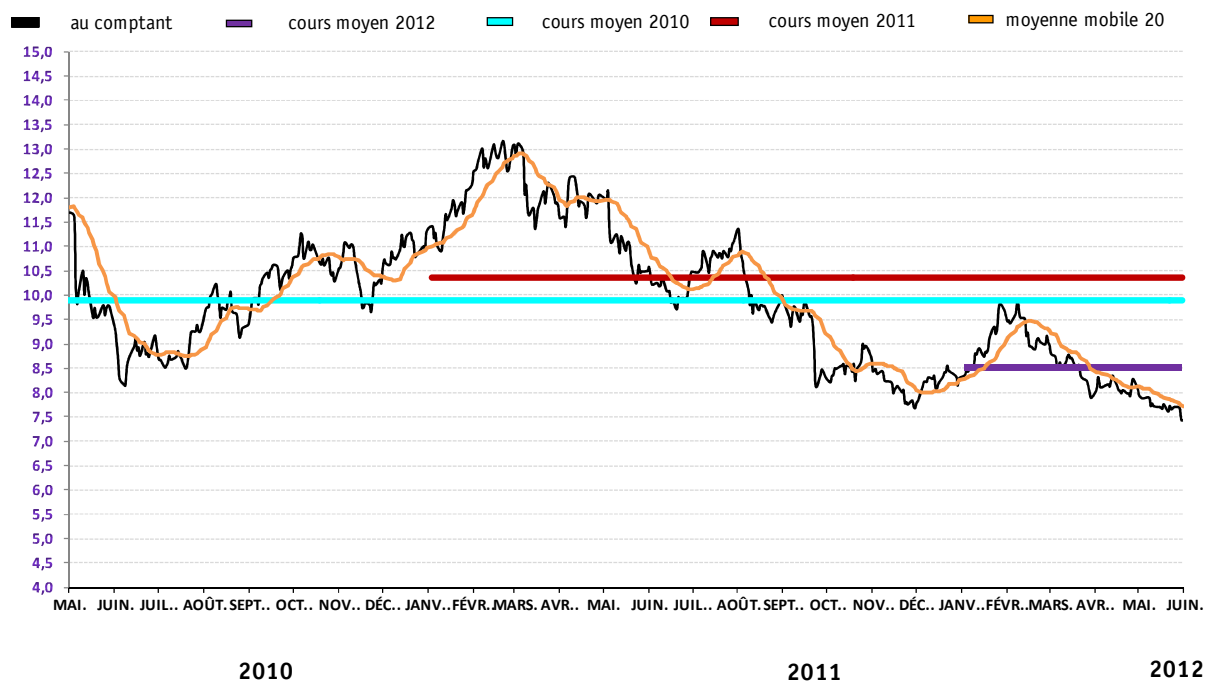
L'IEOM vient de publier la note expresse « Tendances conjoncturelles », ainsi que ses annexes statistiques. Ces documents sont disponibles en téléchargement gratuit en cliquant sur le lien suivant : <http://www.ieom.fr/nouvelle-caledonie/publications/les-notes-expresses-140/les-notes-expresses-tendances-128/1er-trimestre-2012-1102.html>

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Indice des prix à la consommation			mai-12	103,5	0,2%	2,1%
Nombre de demandeurs d'emploi			avr.-12	6 353	-13,9%	-12,9%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)						
Exportations	mensuelles		avr.-12	12 013	19,1%	-13,6%
	cumulées		avr.-12	40 647	-	-16,4%
Importations	mensuelles		avr.-12	24 256	13,1%	-17,4%
	cumulées		avr.-12	99 028	-	-3,1%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
NICKEL						
• Cours du nickel au LME en USD/livre			mai-12	7,72	-4,9%	-29,8%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre			mai-12	720,05	-2,1%	-21,3%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles		avr.-12	312	-18,6%	7,6%
	cumulées		avr.-12	1 192	-	13,1%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles		avr.-12	5 286	-4,1%	-6,9%
	cumulées		avr.-12	22 406	-	16,8%
TOURISME						
• Touristes débarqués	mensuels		mars-12	8 640	8,3%	25,3%
	cumulés		mars-12	25 732	-	21,2%
• Nuitées	mensuels		mars-12	56 793	8,9%	7,8%
	cumulés		mars-12	164 237	-	8,5%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa			mars-12	59,90%	+ 1,5 pts	+ 2,1 pts
• Croisiéristes			janv.-12	19 950	-	-5,2%
BTP						
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles		mai-12	10 029	-3,8%	-18,2%
	cumulées		mai-12	49 531	-	-16,7%
• Index BT 21 (p)			avr.-12	144,93	0,2%	4,2%
• IRL (p)			avr.-12	114,95	0,3%	3,3%
CREVETTES						
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles		mai-12	110	-	-22,0%
	cumulées		mai-12	341	-	-17,2%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles		mai-12	151	-	-27,8%
	cumulées		mai-12	490	-	-19,4%
COMMERCE AUTOMOBILE						
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles		mai-12	571	-8,9%	-20,5%
	cumulées		mai-12	3 049	-	-2,0%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	avr.-10	avr.-11	avr.-12	var 11/10	var 12/11
Circulation fiduciaire	13 213	14 081	15 678	6,6%	11,3%
Dépôts à vue	204 965	234 365	236 781	14,3%	1,0%
Total M1	218 178	248 446	252 459	13,9%	1,6%
M2-M1	91 328	95 898	101 328	5,0%	5,7%
Total M3	481 395	528 334	531 320	9,8%	0,6%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	mars-10	mars-11	mars-12	var 11/10	var 12/11
Entreprises	385 561	406 378	430 055	5,4%	5,8%
Ménages	332 827	367 616	392 568	10,5%	6,8%
Collectivités locales	45 986	46 885	60 356	2,0%	28,7%
Autres agents de CCB non ventilés	11 069	14 807	15 273	33,8%	3,1%
Total encours sain	775 442	835 686	898 252	7,8%	7,5%
Créances douteuses brutes	15 602	17 467	18 922	12,0%	8,3%
Total encours brut	791 044	853 153	917 174	7,9%	7,5%

Interdits bancaires

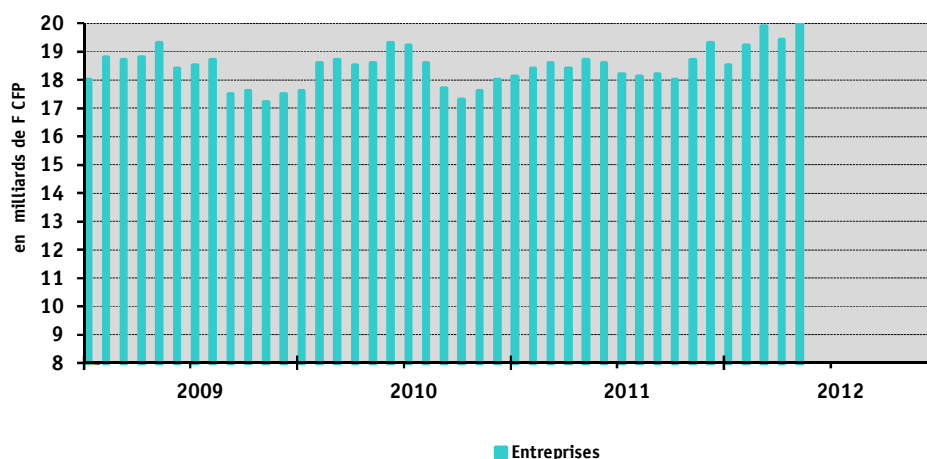
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	mai-12	6 927	1,6%	11,6%
	dont personnes physiques	mai-12	6 152	1,5%	11,6%
	dont personnes morales	mai-12	775	2,4%	12,2%

Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	mai-12	14 714	0,6%	7,8%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	mai-12	4 687	1,7%	22,6%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	mai-12	21,0	8,3%	12,1%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	Var .
Indice des prix à la consommation	mai	101,4	103,5	2,1%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	mars	51 623	55 028	6,6%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	mars	45 253	48 799	7,8%
créations d'entreprises	déc	5 123	5 115	-0,2%
cessations d'entreprises (p)	déc	2 763	2 846	3,0%
liquidations judiciaires (nb)	mars	22	29	31,8%
redressements judiciaires (nb)	mars	14	19	35,7%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	avr	677	757	11,8%
ventes de ciment local (tonnes)	mai	57 408	49 411	-13,9%
importations ciment (tonnes)	mai	2 049	33	-98,4%
total ciment (tonnes)	mai	59 456	49 444	-16,8%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	mars	6 681	8 128	21,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	mai	2 995	3 477	16,1%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mai	1 686	1 408	-16,5%
Ménages				
emploi salarié (nb)	déc	84 169	87 021	3,4%
dont secteur privé	déc	60 494	63 122	4,3%
dont secteur public	déc	23 675	23 899	0,9%
demandes d'emploi de fin de mois	avr	7 296	6 353	-12,9%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	avr	7 494	7 002	-6,6%
chômeurs indemnisés	avr	1 650	1 712	3,8%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F FCFP)	mai	828,4	887,6	7,1%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	avr	5 504	6 060	10,1%
décisions retraits cartes bancaires	avr	1 064	1 150	8,1%
incidents paiements sur chèques	avr	8 838	12 392	40,2%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mai	3 112	3 049	-2,0%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	janv	6 569	6 564	-0,1%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	mars	6 757	8 231	21,8%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	mars	3 648	3 823	4,8%
Echanges				
nombre de touristes	mars	21 233	25 732	21,2%
nombre de croisiéristes	janv	21 048	19 950	-5,2%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	mars	59,0%	57,4%	-1,6 pts
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	mai	11,91	8,52	-28,5%
cours du nickel au LME en \$/lb	mai	11,00	7,72	-29,8%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	avr	1 054	1 192	13,1%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	avr	6 963	6 476	-7,0%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	avr	19 189	83 565	335,5%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	avr	38 195	31 481	-17,6%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	avr	271	231	-14,8%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	avr	399	339	-15,0%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	avr	45 557	38 296	-15,9%
part de ces produits dans le total des exportations	avr	96%	92%	-3,53pt
total des importations (M FCFP)	avr	102 235	99 028	-3,1%
total des exportations (M FCFP)	avr	47 519	41 471	-12,7%
taux de couverture	avr	46,48%	41,88%	-4,6pt
recettes douanières (M FCFP)	déc	45 230	47 208	4,4%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	avr	234 365	236 781	1,0%
M1	avr	248 446	252 459	1,6%
M2	avr	344 344	353 787	2,7%
Dépôts à termes	avr	183 854	177 493	-3,5%
M3	avr	528 334	531 320	0,6%
P1	avr	3 991	3 923	-1,7%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	4,89%	5,49%	0,60 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	4,58%	4,25%	-0,34 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	4,63 %	4,64 %	0,2 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	janv	18,28 %	ns	ns
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	mars	853 153	917 174	7,5%
Ménages	mars	367 616	392 568	6,8%
dont crédits à la consommation	mars	68 376	71 520	4,6%
dont crédits à l'habitat	mars	294 655	314 870	6,9%
Entreprises	mars	406 378	430 055	5,8%
dont crédits d'exploitation	mars	76 351	81 016	6,1%
dont crédits d'investissement	mars	216 205	227 128	5,1%
dont crédits à la construction	mars	101 472	108 992	7,4%
Collectivités locales	mars	46 885	60 356	28,7%
dont d'investissement	mars	41 881	56 729	35,5%
Autres agents de CCB non ventilés	mars	14 807	15 273	3,1%
créances douteuses brutes	mars	17 467	18 922	8,3%
taux de créances douteuses brutes	mars	2,0%	2,1%	0,02 pt
ensemble des actifs financiers	mars	641 451	646 682	0,8%
Ménages	mars	327 473	346 223	5,7%
Sociétés	mars	222 306	208 972	-6,0%
Autres agents	mars	91 672	91 486	-0,2%
dont assurances-vie	mars	98 500	101 270	2,8%

(p) : provisoire (a) : actualisé, Nb. : données de décembre 2011 comparées à décembre 2010

7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE									
	taux		date d'effet						
taux de la facilité de dépôt	0,25%		14/12/2011						
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%		14/12/2011						
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%		14/12/2011						
TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER									
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte						
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	3,75%						
taux de réescompte des crédits aux entreprises	23/12/2011	1,00%	5,35% à 5,80% (Taux SGFGAS à partir du 01/05/2012)						
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%							
taux de la facilité de prêt marginal	14/12/2011	1,75%							
taux de l'escompte de chèques	14/12/2011	1,75%							
TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE									
taux d'intérêt en fin de mois									
	31/05/2012	30/04/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux de base bancaire		taux	date d'effet
EONIA	0,3290%	0,3440%	- 0,015 pt	0,8170%	- 0,488 pt	banques métropolitaines		6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,3860%	0,4000%	- 0,014 pt	0,7820%	- 0,396 pt	banques locales		8,24%	31/12/2010
EURIBOR 3 mois	0,6680%	0,7080%	- 0,040 pt	1,0060%	- 0,338 pt	taux d'intérêt légal		JORF	
EURIBOR 6 mois	0,9460%	0,9980%	- 0,052 pt	1,2270%	- 0,281 pt	année 2012		0,71%	08/02/2012
EURIBOR 12 mois	1,2320%	1,3110%	- 0,079 pt	1,5070%	- 0,275 pt	année 2011		0,38%	03/02/2011
taux d'intérêt en moyenne mensuelle									
	31/05/2012	30/04/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	Définitions			
TEMPE	0,3370%	0,3475%	- 0,011 pt	0,4902%	- 0,161 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average			
EURIBOR 1 mois	0,3940%	0,4090%	- 0,015 pt	0,8110%	- 0,417 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA			
EURIBOR 3 mois	0,6860%	0,7460%	- 0,060 pt	1,0220%	- 0,336 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate			
EURIBOR 6 mois	0,9720%	1,0420%	- 0,070 pt	1,2510%	- 0,279 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)			
EURIBOR 12 mois	1,2680%	1,3710%	- 0,103 pt	1,5260%	- 0,258 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)			
TMO	2,9900%	3,2500%	- 0,260 pt	3,5900%	- 0,600 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)			
TME	2,7900%	3,0500%	- 0,260 pt	3,3900%	- 0,600 pt				
TRBOSP	2,8900%	3,2600%	- 0,370 pt	3,6500%	- 0,760 pt				
évolution des taux d'intérêt en fin de mois									
devise	USD			JPY			GBP		
date	31/05/2012	30/04/2012	31/12/2011	31/05/2012	30/04/2012	31/12/2011	31/05/2012	30/04/2012	31/12/2011
taux JJ	0,075%	0,190%	0,110%	0,200%	0,200%	0,035%	0,525%	0,530%	0,555%
3 mois	0,320%	0,270%	0,680%	0,275%	0,175%	0,140%	0,670%	1,025%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,580%	1,920%	1,870%	0,820%	0,890%	0,980%	1,580%	2,100%	1,980%
TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2012)									
Prêts aux particuliers		seuil de l'usure		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires				14,81%	
Prêts immobiliers		seuil de l'usure		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF				10,93%	
Prêts immobiliers		seuil de l'usure		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				seuil de l'usure	
Prêts à taux fixe		6,32%		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament				8,99%	
Prêts à taux variable		5,88%		Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable				5,35%	
Prêts-relais		6,48%		Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe				6,37%	
Autres crédits aux particuliers		seuil de l'usure		Découverts en compte (1)				13,67%	
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF		20,56%		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans				6,49%	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires		19,15%							
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF		15,27%							
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires		17,15%		Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale					
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF		13,27%		Découverts en compte (1)				13,67%	
(1) y compris commission du plus fort découvert									
TAUX DE CHANGE									
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois		1 USD/XPF	96,2120	1 NZD/XPF	72,5906	1 HKD/XPF	12,3908	1 GBP/XPF	149,1833
100 JPY/XPF		1 AUD/XPF	93,6964	1 SGD/XPF	74,7880	100 VUV/XPF	98,0253	1 FJD/XPF	51,4871